

Grande consultation des entrepreneurs

BILAN 2015



ÉCONOMIE : PUISQU'ILS LA FONT,
ILS ONT LEUR MOT À DIRE



La France d'après

Recueillir, écouter, porter le témoignage des chefs d'entreprise, c'est l'ambition de la grande consultation des entrepreneurs et du baromètre lancés par CCI France en 2015 et confiés à l'institut OpinionWay.

Loi Macron, Loi NOTRe, COP21 ou encore de manière plus tragique les attentats qui ont endeuillé la France les 7 et 9 janvier et de nouveau le 13 novembre, l'année 2015 aura été chargée en actualité.

Comment les chefs d'entreprise l'ont-ils vécue ? Qu'en ont-ils retenu ? Le présent document s'attache à synthétiser les principaux enseignements.

Au travers de cinq vagues d'enquêtes et du site d'échange et de partage www.grandeconsultation.fr se dessine ainsi une année en clair-obscur.

Ces cinq enquêtes confirment que les chefs d'entreprise regardent la France et, dans une moindre mesure le monde, avec des inquiétudes. Elles montrent aussi à quel point les réformes sont parfois insuffisantes pour leur redonner confiance. Elles confirment enfin que leur propre entreprise, l'activité qu'ils tentent de maintenir ou développer, reste pour une grande majorité ce en quoi ils ont le plus confiance.

Les choses évoluent. Des actes ont été posés. Mais 2015 s'imprime dans l'esprit des chefs d'entreprise comme une année de transition. Ils nous disent que le volontarisme affirmé des pouvoirs publics, s'il est porteur d'ambitions, manque d'ampleur, ne bénéficie pas assez au tissu le plus dense des petites entreprises. Et au final ne suffit pas. Ils nous diront, désormais chaque mois en 2016, si les moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics leur permettent réellement d'améliorer leur situation.

Nous croyons qu'il faut aller plus loin. Il y a encore tant de frontières à franchir, de tabous, avec ou sans totems, à dépasser, de territoires à recomposer, d'urgence à débloquer la situation de l'emploi, pour retrouver l'indispensable élan de confiance dans les formidables potentialités de notre pays.

Pour que la France d'après soit une France en marche, plutôt qu'une France au front.

ÉTAT ET ENTREPRISES,

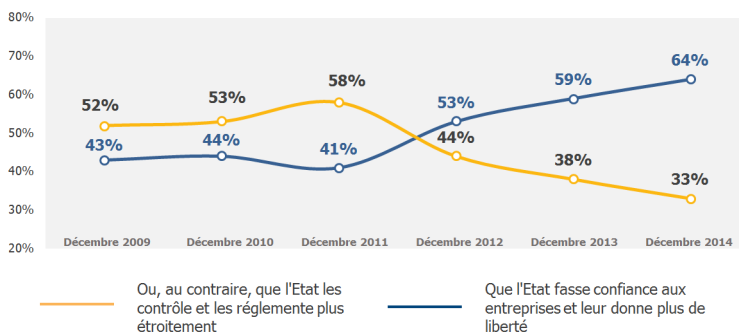
DU « ENTREPRISES, JE VOUS AIDE »

À « ENTREPRISES, JE VOUS AIME »

Mesurer combien le contexte a changé depuis 2008 permet de mieux appréhender l'opinion des chefs d'entreprise aujourd'hui. En effet, la crise financière et la faible capacité de l'Etat à favoriser la création d'emplois sont passées par là.

Si, en 2009, 52% des Français pensaient que, pour faire face aux difficultés économiques, il fallait que l'Etat contrôle et réglemente plus les entreprises, ils ne sont plus en 2015, au terme d'un fort déclin, que 33% à partager cet avis. Au contraire aujourd'hui, 64% des Français déclarent que l'Etat doit avant tout faire confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté.

Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut... ?



Étude réalisée pour le CEVIPOF auprès d'un échantillon de 1864 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales. les interviews ont été réalisées du 5 au 15 décembre 2014

La volonté politique affirmée de faire des entreprises des acteurs de la relance, voire des partenaires, s'ajoute au sentiment que les entreprises ont besoin de davantage de confiance et de liberté. Un sentiment que les entrepreneurs partagent et n'ont d'ailleurs cessé de revendiquer.

LA CONFIANCE EN L'AVENIR...

EN AVOIR, OU PAS

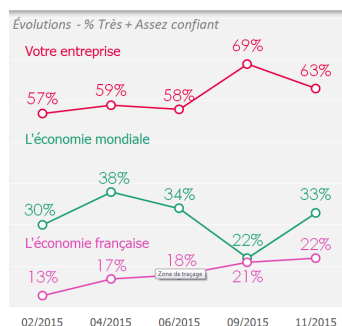
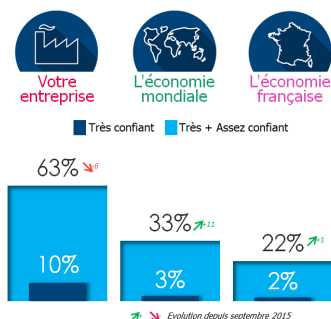
Avec l'évolution des rapports Etat-Entreprises, l'autre élément de contexte utile pour comprendre les opinions exprimées par les chefs d'entreprise est le regard qu'ils portent sur leur entreprise et sur l'économie française.

Avec l'évolution des rapports Etat-entreprises, l'autre élément de contexte utile pour comprendre les opinions exprimées par les chefs d'entreprise est le regard qu'ils portent sur leur entreprise et sur l'économie française. Voilà une des clés de leur optimisme... ou pas. Il est très symptomatique de noter que globalement, l'économie mondiale apparaît comme plus rassurante que l'économie française mais influe peu sur les opinions. Peu engagés dans les exportations, souvent à la tête de TPE, les chefs d'entreprise français ont les yeux davantage rivés sur l'économie nationale et surtout sur leur propre activité.

Ainsi, on a pu noter tout au long de l'année, sans intensité ou rebond, mais dans une tendance uniformément positive, que la confiance dans l'économie française s'était renforcée. Certes, en novembre, uniquement 22% des répondants ont confiance dans les perspectives à 12 mois de l'économie française, mais c'est 9 points de plus qu'en février. Et de la même manière, une large majorité des chefs d'entreprise reste confiante dans leur entreprise, là aussi dans une dynamique annuelle plutôt positive. De 57% en février à un euphorique 69% en septembre, l'année se finit sur une note positive avec 63% en novembre, soit 6 points de plus sur un an.

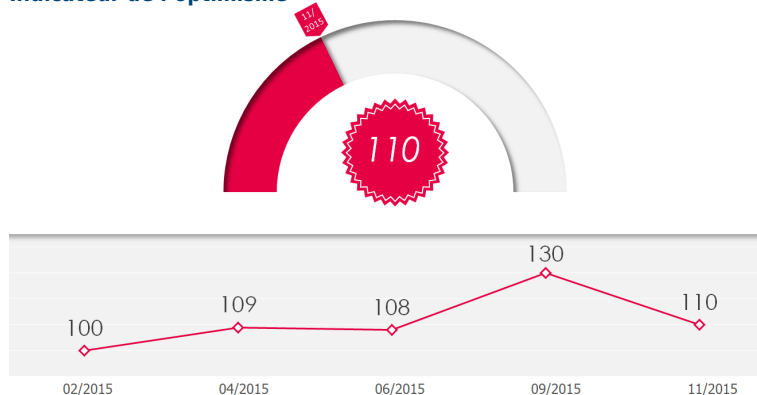
Concernant les perspectives des 12 prochains mois, diriez-vous que vous êtes très confiant, assez confiant, assez inquiet, très inquiet, pour... ?

-BASE : 801 Chefs d'entreprise



C'est notamment ce léger regain d'optimisme pour sa propre entreprise qui permet à notre indicateur d'optimisme d'afficher une inclinaison encourageante :

Indicateur de l'optimisme



L'indicateur prend en compte la part de répondants qui se déclarent : Optimistes ou qui pensent que ce sera mieux demain, ou qui ont confiance dans leur entreprise ou qui pensent augmenter le nombre de salariés.

La référence est la vague 1 de février 2015 (base 100)

Passant de 100 à 110 entre février et novembre, cet indice se nourrit principalement de deux facteurs. Le premier est la confiance affichée dans la santé de sa propre entreprise. Les entrepreneurs sont 57% en février à être très ou assez confiants dans leur entreprise, et cette proportion passe à 63% (6 points de plus) en novembre. Facteur clé de la confiance globale, cet indice est particulièrement encourageant.

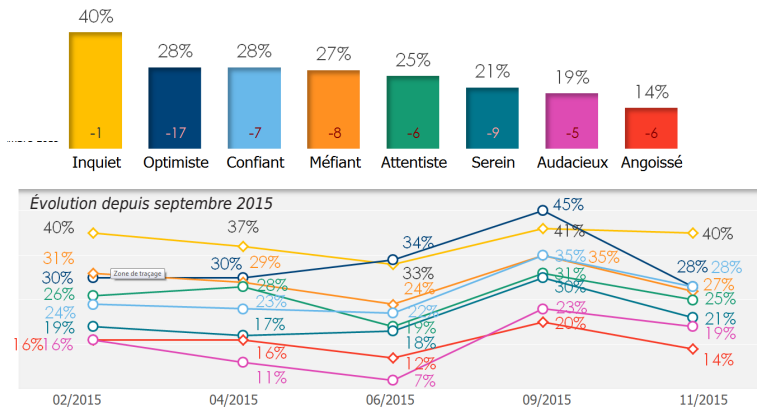
Autre dimension qui participe à la hausse de notre indice d'optimisme, le sentiment que cela sera mieux demain. Si en février 48% nous déclaraient que c'était mieux hier et 37% que ce sera mieux demain, le rapport de force en fin d'année est inversé. Dans la vague de novembre 2015, ce sont en effet 43% qui nous ont déclaré que ce sera mieux demain, la proportion de ceux regardant en arrière avec nostalgie s'est réduite à 37%. Cette inversion, lentement construite sur l'année, constitue là aussi un encouragement. Comme un retour progressif et structuré d'un état d'esprit optimiste. On peut espérer qu'il renforce à terme la confiance, pivot d'une économie tournée vers l'avenir et l'investissement.

Pour autant, il n'y a pas encore de raisons de crier victoire !

Si l'on analyse plus précisément ce que nous décrivent les chefs d'entreprise, l'inquiétude reste le point dur. Un nœud gordien bien difficile à trancher.

Parmi les qualificatifs suivants, quels sont ceux qui caractérisent le mieux votre état d'esprit actuel ? (Plusieurs réponses possibles)

-BASE : 801 Chefs d'entreprise



Si ce n'est la saisonnalité, avec des chefs d'entreprise rassérénés après la période estivale, l'inquiétude domine très largement.

40% d'entre eux, en février comme en novembre (une partie de l'enquête ayant été réalisée après les attentats du 13 novembre 2015), sont inquiets. 27% se déclarent méfiants et même 14% angoissés. L'irruption du drame et sa violence vont sans doute laisser des traces mesurables.

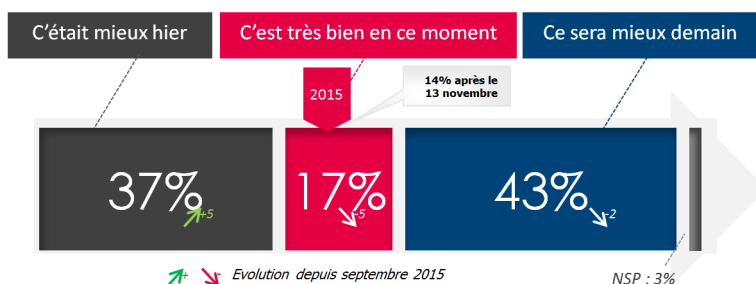
Les autres dimensions varient peu, mais marquent un frémissement positif. La méfiance recule de 4 points sur la période, de 31% à 27%. La confiance, de 24% à 28%, suit la tendance inverse et dans la même intensité. L'audace trouve grâce auprès de 19% en novembre quand elle était à 16% en février (+3 points). La sérénité touche 21% des chefs d'entreprise en fin d'année, contre 19% en début. Zen, les entrepreneurs ? Pas encore, même si la tendance est un signal, faible, à l'embellie. 2015 de ce point de vue apparaît comme une année charnière, où la situation ne se détériore plus et laisse augurer un mieux. Cependant il faut être attentif au fait que ce sont principalement les responsables des grandes entreprises qui portent cette idée. Ainsi, quand 40% des chefs d'entreprise de 0 à 19 salariés se disent inquiets, ils ne sont que 24% dans les entreprises de 200 salariés et plus.

Avec 44% d'optimistes dans les entreprises de 200 salariés et plus et 45% de confiants contre 27% et 29% dans les TPE, il est facile de relever que la capacité à envisager l'avenir positivement est bien plus forte parmi les grandes entreprises. C'est aussi le signe que face aux nouvelles lois et réglementations, à toutes les mesures prises pour soutenir la croissance et/ou l'emploi, les petites entreprises semblent plus en difficultés pour ressentir et anticiper des effets positifs. Là où souvent on souligne le fait que les entreprises ne se résument pas au CAC40, mais au contraire forment un réseau très dense de TPE et PME, on voit bien la difficulté à convaincre ces dernières.

A un autre niveau, la période est particulièrement frustrante pour eux, partagés entre nostalgie et espoir. Il est particulièrement significatif de constater que seuls 17% des chefs d'entreprise pensent que c'est très bien en ce moment. Ils sont en revanche 37% à penser que c'était mieux hier, ce qui ne laisse que 43% pour regarder au loin avec au moins de l'espoir et répondre « ce sera mieux demain ».

Dans le contexte actuel vous êtes plutôt porté à dire... ?

-BASE : 801 Chefs d'entreprise



En résumé, si l'optimisme est bien en hausse, on ne peut parler de retour de la confiance.

ENTREPRENDRE :

EN FRANCE, IL Y FAIT BON...

OU PRESQUE...

Plutôt une bonne nouvelle : la France reste un espace dans lequel être entrepreneur est une situation porteuse de nombreux atouts.

Etre entrepreneur en France c'est une bonne chose pour les chefs d'entreprise, principalement car cela permet de bénéficier de la qualité de la recherche et développement (81% déclarent que c'est une bonne chose), de la qualité de la formation des salariés (77%) mais aussi d'infrastructures performantes (73%) et de soutiens à l'innovation (72%, on pense notamment au CICE).

La France et ses qualités sont donc largement plébiscitées.

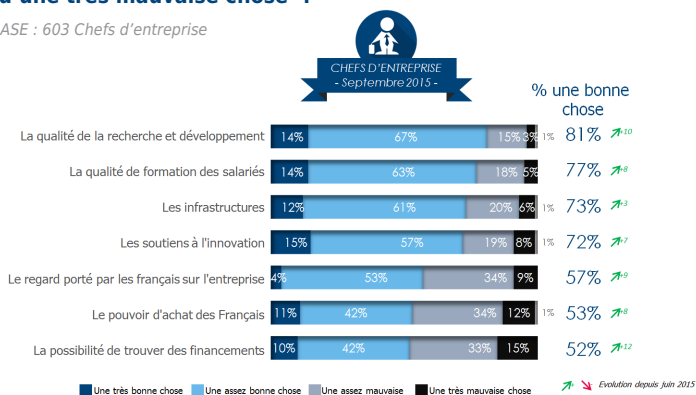
Mais deux points viennent assombrir un peu le tableau.

Le premier est très sensible. C'est celui du pouvoir d'achat des Français. On le sait, la croissance est en France très largement portée par la consommation intérieure...et donc les consommations des Français. Cette faiblesse est un signe inquiétant pour les chefs d'entreprise. Faiblesse d'autant plus forte, qu'outre l'épargne, le pouvoir d'achat des Français reste pour beaucoup dépendant des salaires versés par ces mêmes chefs d'entreprise. Une situation qui bien souvent ramène le débat au poids des charges que les entrepreneurs n'ont de cesse de dénoncer.

Autre fragilité, les financements, qui parfois font défaut et n'incitent pas à la prise de risque, à l'investissement.

Sur chacune de ces dimensions être entrepreneur en France est une très bonne chose, une assez bonne chose, une assez mauvaise ou une très mauvaise chose ?

-BASE : 603 Chefs d'entreprise



L'EMPLOI...

PEU D'EMBELLIES SUR LE MARCHÉ

L'emploi, principale préoccupation des Français aujourd'hui, avec la sécurité, reste dans une situation préoccupante.

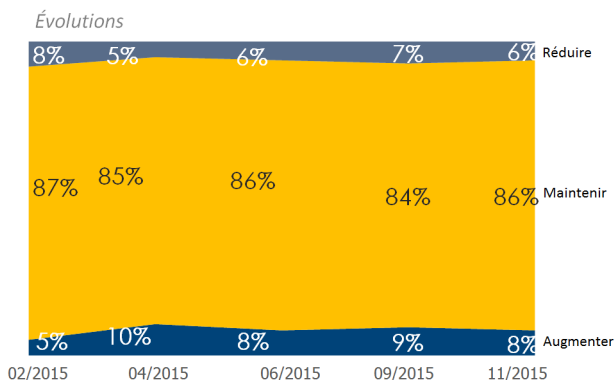
Entre 8% en février et 5% en novembre des chefs d'entreprise envisageaient de réduire leurs effectifs. 87% en moyenne pensaient les maintenir et enfin 5% en février et 8% en décembre déclaraient souhaiter augmenter leur nombre de salariés.

Si la tendance est plutôt positive, reste qu'elle est à l'image de la croissance. Trop faible pour favoriser le rétablissement de la confiance et de l'emploi.

Il faut ici surtout souligner la disparité selon les tailles d'entreprise. En effet, 22% des chefs d'entreprise de 200 salariés et plus indiquent vouloir augmenter leur nombre de salariés dans les 12 prochains mois, contre seulement 12% dans les entreprises de 1 à 19 salariés. A l'inverse, 13% des entreprises de 1 à 19 salariés envisagent de réduire leurs effectifs, soit un point de plus que celles souhaitant les augmenter... quand, au contraire, seules 9% des entreprises de 200 salariés et plus parlent de réduction.

Au cours des 12 prochains mois, votre entreprise envisage t-elle de réduire maintenir ou augmenter le nombre de salariés... ?

-BASE : 801 Chefs d'entreprise



LA LOI MACRON...

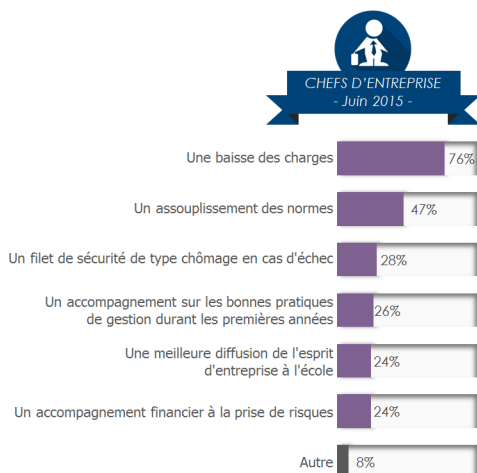
SELON QUE VOUS SOYEZ GRAND OU PETIT...

En l'espace de 4 mois, de février à juin, et ce malgré d'importants efforts d'explications et des débats parlementaires nourris, le nombre des chefs d'entreprise qui ont considéré que cette loi allait dans le bon sens n'a gagné que 2 points... mais surtout n'a réuni au final que 30% d'adhésion. Elle n'apparaît prioritaire que pour 11% d'entre eux. Dans le même esprit, quelque 74% des répondants déclaraient que cette loi manquait de cohérence quand ils n'étaient que 20% à considérer qu'elle favoriserait la croissance.

Les chefs d'entreprise ne trouvent pas dans cette loi ce qu'ils attendent. Ils maintiennent comme depuis de nombreuses années leurs revendications : baisser les charges (76%) et assouplir les normes (47%). Des priorités partagées par tous, quels que soient les tailles d'entreprises et les secteurs d'activités. Une uniformité de jugement qui montre à quel point les actions dans ce domaine sont ou seront porteuses de messages aux entreprises.

Que faudrait-il pour développer l'entrepreneuriat en France ?

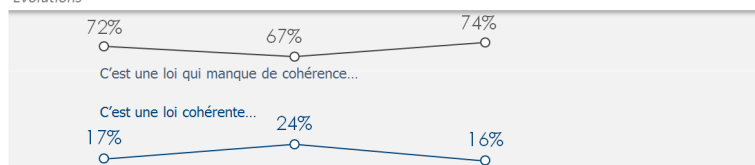
-3 réponses possibles - BASE : 603 Chefs d'entreprise



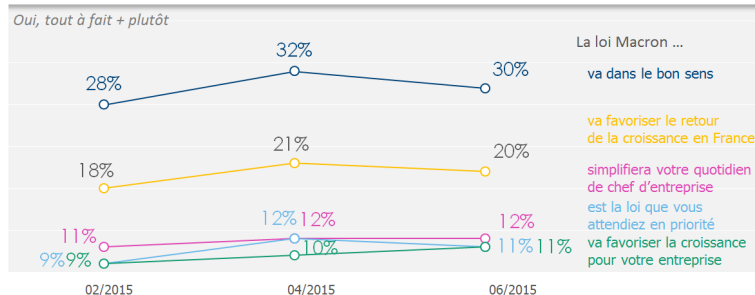
Mais allons plus loin. La loi Macron serait-elle une affaire d'affinités sélectives ? Selon les catégories d'entreprises, en effet, les appréciations divergent sensiblement. Celles de 200 salariés et plus sont 32% à trouver que cette loi est cohérente contre 15% des plus petites (0 salarié) et 19% des 1 à 19. Plus encore, quand 43% des chefs d'entreprise de 200 salariés et plus pensent que cela va favoriser la croissance en France, ils ne sont plus que 20% ou 21% dans les entreprises de moins de 20. Et enfin, seuls 15% des entreprises de 1 à 19 salariés anticipent que cela va favoriser la croissance pour leurs entreprises, contre 25% pour les plus de 200 salariés.

Ainsi, la loi Macron, outre qu'elle peut apparaître globalement comme ayant un impact et une cohérence faibles, semble aussi accroître le sentiment des petites entreprises qu'elle n'est pas faite pour elles. Voire même qu'elle pourrait bénéficier davantage aux autres, et notamment aux grandes entreprises, accentuant leur sentiment d'être peu prises en compte par les pouvoirs publics.

Évolutions



Oui, tout à fait + plutôt



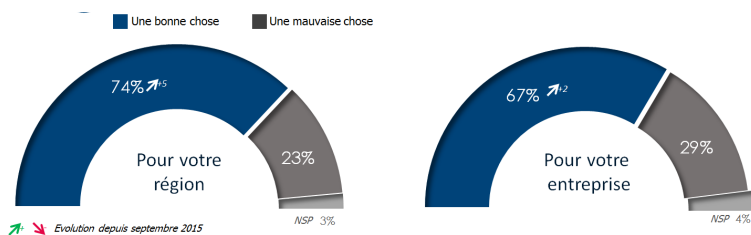
LA LOI NOTRe...

POURRAIT DEVENIR LA LEUR

Autre loi emblématique, la loi NOTRe, qui renforce le pouvoir des Régions, semble davantage porteuse d'espoir... pour demain. Les chefs d'entreprise sont 74% en novembre à penser de cette loi que c'est une bonne chose pour leur région et 67% pour leur entreprise. Mais là encore on peut s'interroger. En effet, seuls 29% des chefs d'entreprise déclarent compter sur l'aide et le soutien des Régions pour se développer (sans différence notable selon les secteurs et les tailles des entreprises). De plus, 79% des chefs d'entreprise considèrent que les Régions doivent avoir plus de compétences en matière économique (dont 34% oui tout à fait). Une demande en partie comblée, en partie seulement...

La loi NOTRe a renforcé le pouvoir économique des Régions. Pensez-vous que c'est... ?

-BASE : 801 Chefs d'entreprise



Il faudra attendre 2016 pour voir si, comme ils le pressentent, cette loi est en mesure de contribuer à leur redonner de la confiance. Et ce, d'autant que la campagne des élections régionales ne les a pas rassurés... Seuls 44% (dont 15% oui tout à fait) des chefs d'entreprise partagent l'idée que les questions économiques y ont tenu une place suffisante.

L'UBER DANS LES ÉPINARDS...

OU L'ÉCONOMIE TRADITIONNELLE DANS LES CHOUX ?

Je te prête, tu m'accueilles dans ta maison ou me transportes dans ta voiture, je te donne, nous échangeons... hors des canaux habituels.

Ces nouvelles façons d'échanger et de travailler se reniflent avec intérêt ou suspicion.

37% des chefs d'entreprise déclarent que leur métier est « ubérisable », dont 21% pour qui c'est déjà le cas. Si le niveau est déjà élevé il est encore plus notable de constater qu'il concerne à la fois tous les secteurs et toutes les tailles d'entreprise. C'est 33% dans l'industrie, 38% dans la construction, 47% dans le commerce ou 32% dans les services. C'est aussi le cas pour les entreprises sans salarié, 38%, mais aussi pour les plus grandes, 25% dans les 200 salariés et plus.

Le phénomène est donc transversal dans l'esprit des entrepreneurs, avec des métiers qui sortent des filières historiques et sont exercés de manière plus informelle.

Cette tendance est à suivre très finement. Parce qu'au-delà du concept d'« ubérisation » on peut penser que cela s'étend dans l'esprit des chefs d'entreprise à tous les métiers ou postes de travail qui pourraient à l'avenir être exercés par des indépendants. C'est une refonte globale du système de production qui pointe derrière cette tendance, ce qui explique que tous les secteurs et toutes les entreprises puissent commencer à envisager d'être touchés par ce phénomène.

C'est plutôt l'inquiétude chez ceux qui se sentent concernés. 65% des chefs d'entreprise qui pensent que leur métier est « ubérisé ou ubérisable » considèrent ce phénomène comme inquiétant. Ils sont 16% à trouver cela très inquiétant et 49% assez inquiétant. Cette inquiétude est ici assez inégalement partagée. Dans le détail, 73% des chefs d'entreprise de l'industrie sont inquiets de ce risque, 74% dans la construction et 75% dans le commerce, contre « uniquement » 53% dans le secteur des services. Selon la taille des entreprises, les appréciations sont aussi très différentes : 66% dans les entreprises de 0 salarié, de même dans celles de 1 à 19 salariés, là où 38% partagent cette inquiétude dans les entreprises de 20 à 99 salariés, 37% dans celles de 100 à 199 salariés et 48% dans les 200 et plus.

On voit clairement se dessiner en 2015 autour de ce phénomène les inquiétudes des chefs d'entreprise, notamment dans les petites et dans les secteurs qui se sentent particulièrement exposés (commerce, industrie, construction).

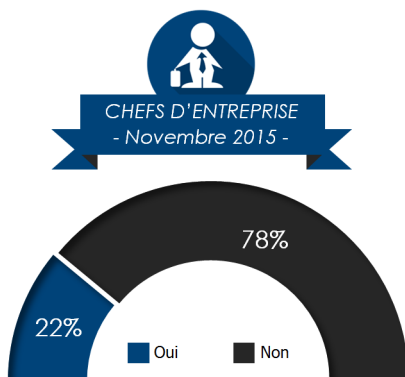
COP 21...

RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL

La COP 21 intéresse 64% des chefs d'entreprise. Mais seuls 20% pensent que les décisions prises auront des répercussions sur leur activité...

Le changement climatique aura-t-il (ou a-t-il déjà eu) un impact sur votre activité ?

-BASE : 801 Chefs d'entreprise



Cet intérêt pour la COP 21, qui s'est soldée par la signature d'un accord (contrairement à ce que pensaient les chefs d'entreprise, qui n'étaient en septembre que 27% à l'envisager) est certes majoritaire, 64% se disaient intéressés en novembre, mais il est peu intense (seuls 20% se disent très intéressés).

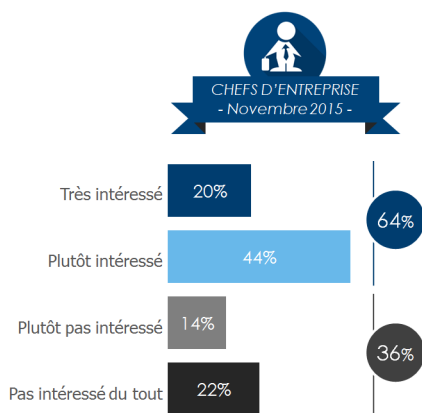
Qu'est ce qui peut expliquer ce relatif désintérêt ? Principalement le peu d'impact des questions climatiques anticipé par les chefs d'entreprise. Ils ne sont en effet que 22% à penser que le changement climatique aura un impact sur leur activité (36% dans l'industrie et 12% dans le commerce), ce qui ne pousse pas à se sentir concerné... Ils sont aussi uniquement 20% à penser que les décisions prises dans le cadre de conférences auront des répercussions sur leur activité (34% dans l'industrie, 15% dans les services).

L'enjeu économique et technique de la transition énergétique ou écologique ne se traduit pas encore réellement dans leur analyse. Il faut cependant nuancer ce jugement au regard de la réalité qu'ils décrivent. Rapporté à leurs propres actions, quelque 37% des chefs d'entreprise déclarent mener ou souhaiter mener des actions pour réduire les émissions gaz à effets de serre. Un signe qu'au-delà des postures, les chefs d'entreprise prennent en compte dans l'action quotidienne la question climatique et des énergies. Pour 47% d'entre eux il s'agit de la modification des habitudes de transport, pour 19% du recyclage des déchets, pour 19% des réductions de consommations d'énergies. Loin des accords internationaux, les chefs d'entreprise font au quotidien des gestes, souvent facteurs d'économies, mais au final bénéfiques et en phase avec certains objectifs de la COP 21. Reste cependant à faire de la question climatique un enjeu économique plus positif et partagé, mais aussi à crédibiliser l'accord obtenu par des actions concrètes.

En résumé, le climat n'est pas tout à fait au beau fixe mais les entreprises font des gestes pour l'environnement.

Êtes-vous très intéressé, plutôt intéressé, plutôt pas intéressé ou pas intéressé du tout par la conférence sur le climat à Paris (COP 21) en décembre ?

-BASE : 801 Chefs d'entreprise



ILS ONT DIT

" CROIRE AU CROWDFUNDING "

**" FAVORISER RÉELLEMENT L'EMBAUCHE DES JEUNES.
ZÉRO CHARGES POUR LES - DE 26 ANS "**

**" POUR UNE PLUS GRANDE IMPLICATION
DES FRANÇAIS DANS LE TISSU ÉCONOMIQUE "**

**" UNE BAISSSE SIGNIFICATIVE DES
CHARGES SOCIALES POUR LES
ENTREPRISES DE - DE 20 SALARIÉS "**

" LES BANQUIERS NE FONT PLUS LEUR TRAVAIL "

**" DONNER LE MOYEN AUX FRANÇAIS DE CRÉER
UN DÉVELOPPEMENT DURABLE EN FACILITANT
L'ENTRÉE AU CAPITAL DES PME "**

**" TAXER LES IMPORTATIONS
PROPORTIONNELLEMENT À LA DISTANCE ENTRE
LE POINT DE PRODUCTION ET LE POINT DE VENTE "**

Les chiffres sont issus des 5 vagues des enquêtes menées pour CCI France en partenariat avec La Tribune et Europe 1 dans le cadre de la grande consultation et sont intégralement consultables sur le site www.grandeconsultation.fr
Vague 1 : Étude réalisée au téléphone auprès d'un échantillon de 1010 dirigeants d'entreprise du 04 au 18 février 2015
Vague 2 : Étude réalisée au téléphone auprès d'un échantillon de 1006 dirigeants d'entreprise du 8 au 23 avril 2015
Vague 3 : Étude réalisée au téléphone auprès d'un échantillon de 603 dirigeants d'entreprise du 1er au 21 juin 2015
Vague 4 : Étude réalisée au téléphone auprès d'un échantillon de 603 dirigeants d'entreprise du 18 août au 10 septembre 2015
Vague 5 : Étude réalisée au téléphone et en ligne auprès d'un échantillon de 801 dirigeants d'entreprise du 27 octobre au 25 novembre 2015, 25% des interviews ont été réalisées après les attentats du 13 novembre

Contacts

CCI France

Béatrice Genoux

b.genoux@ccifrance.fr

OpinionWay

Julien Goarant

jgoarant@opinion-way.com

Bilan 2015 - Données quantitatives et qualitatives OpinionWay

Grande Consultation des entrepreneurs “*opinionway*” pour  **CCI FRANCE**

En partenariat avec





WWW.GRANDECONSULTATION.FR

CCI France

46-48, Avenue de la Grande Armée
CS 50071 - 75858 Paris Cedex 17
T. 01 40 69 37 00
www.cci.fr